

# **TRAITEMENT DES ARRÊTS DE TRAVAIL PENDANT LA CRISE SANITAIRE LIEE AU COVID-19 RECAPITULATIF**

- **Salariés identifiés ou non COVID-19**

<b>Traitement des arrêts et indemnisation</b>	
<p><b><u>Du 12 mars au 10 juillet 2020</u></b></p> <p><i>(généralisé à tous les arrêts de travail pour maladie à compter du 23 mars)</i></p>	<p><b>Droit aux IJSS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sans délai de carence</li> <li>- Sans condition d'ancienneté</li> </ul> <p>Durée non prise en compte dans la durée maximale d'indemnisation de 360 jours d'IJ sur 3 ans</p>
<p><b><u>Du 12 mars au 10 juillet 2020</u></b></p> <p><i>(généralisé à tous les arrêts de travail pour maladie à compter du 23 mars)</i></p>	<p><b>Indemnisation complémentaire légale de l'employeur</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sans délai de carence</li> <li>- Sans condition d'ancienneté</li> </ul>
<p><b><u>Du 12 mars au 30 avril 2020</u></b></p>	<p><b>Indemnisation complémentaire de l'employeur plus favorable</b> que celle prévue par le code du travail</p> <p><i>(Le montant de l'indemnité complémentaire versée par l'employeur devant être égal à 90% de la rémunération brute que le salarié aurait perçu s'il avait continué à travailler)</i></p>
<p><b><u>Du 11 juillet 2020 à aujourd'hui</u></b></p>	<p><b>Application des délais de carence habituels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 jours pour IJ de la MSA</li> <li>- 7 jours pour indemnisation AGRICA (si ouvriers/employés) ou employeur (si TAM)</li> </ul> <p>= traitement comme un arrêt maladie habituel</p> <p><i>(Pour rappel : il n'y a pas de délai de carence côté employeur pour les salariés CADRES en cas de maladie)</i></p>

- **AGRICA – Accord – Avenant n°28 du 4 juin 2020**

Les arrêts survenus du 16 mars 2020 au 30 avril 2020 ont bénéficié d'une prise en charge au titre de la garantie incapacité temporaire de travail sans condition d'ancienneté, par leur employeur au titre d'une indemnisation complémentaire plus favorable que celle prévue par le Code du travail.

Pour les arrêts de travail de droit commun (liés ou non au COVID-19) :

- Du 16 au 23 mars 2020 : la garantie s'impose à compter du **4<sup>ème</sup> jour**
- Après le 23 mars 2020 : la garantie s'impose à compter du **1<sup>er</sup> jour**

Pour les arrêts de travail dérogatoires liés au COVID-19 (isolement, garde d'enfants, vulnérable) :

- Du 16 au 30 avril 2020 : la garantie s'impose à compter du **1<sup>er</sup> jour**

Suite à un accord conclu le 4 juin 2020 entre l'UNEP et les partenaires sociaux, cette prise en charge exceptionnelle et temporaire liée au Covid-19 est supportée par le régime.

Les employeurs **adhérents à l'organisme assureur recommandé** (AGRICA) ont droit au remboursement de la prise en charge effectuée.

Comment ? Déclaration auprès d'AGRICA avec en pièce jointe les bulletins de paie confirmant le versement effectif de la prise en charge par l'employeur au salarié ayant fait l'objet d'un arrêt de travail durant cette période.

- **Salariés identifiés « Cas contact »**

Tout salarié identifié comme « cas contact » d'une personne testée positive au COVID-19, doit s'isoler s'il ne peut pas être en télétravail.

Appellation :

- *Avant le 10 juillet 2020* : « arrêts de travail pour isolement, éviction, maintien à domicile »
- *Depuis le 11 juillet 2020* : « attestation d'isolement cas contact »

Comment savoir si un salarié est identifié comme un « cas contact » ?

- Après un appel de l'ARS ou de la MSA en charge d'identifier les cas contact, qui fournira au salarié une attestation d'isolement pour la période ;
- Après avoir obtenu une attestation d'isolement par son médecin généraliste ;
- **Depuis le 3 octobre 2020**, après avoir sollicité une attestation d'isolement par déclaration en télé service sur le site « <https://declare.ameli.fr/cas-contact/conditions> » (sous réserve d'une validation par la MSA qui déclenchera ou non l'indemnisation selon si le salarié a réellement été en contact avec la personne testée positive au COVID-19 justifiant un isolement) (le site de déclaration regroupe les salariés affiliés à la MSA et à la CPAM).

L'attestation d'isolement vaut arrêt de travail dérogatoire.

L'attestation d'isolement est d'une durée de **7 jours** à compter du jour où le salarié aura été invité par l'assurance maladie ou qu'il se sera déclaré, pour s'isoler et réaliser un test, avec la possible d'une nouvelle prolongation de **7 jours** supplémentaires si les résultats du test ne sont pas connus à la fin de l'arrêt initial.

Les salariés qui se sont spontanément isolés avant d'avoir été contactés ou avoir pu bénéficier d'un arrêt par leur médecin traitant ou par auto-déclaration, peuvent obtenir un arrêt a posteriori qui aura un effet rétroactif dans la limite de **4 jours**.

<b>Traitement des arrêts et indemnisation</b>	
<p><b><u>Du 12 mars au 10 octobre 2020</u></b> <i>(soit prolongé de 3 mois à compter de la fin de l'état d'urgence)</i></p>	<p><b>Droit aux IJSS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sans délai de carence</li> <li>- Sans condition d'ancienneté</li> </ul> <p>Durée non prise en compte dans la durée maximale d'indemnisation de 360 jours d'IJ sur 3 ans</p>
<p><b><u>Du 12 mars au 10 octobre 2020</u></b> <i>(soit prolongé de 3 mois à compter de la fin de l'état d'urgence)</i></p>	<p><b>Indemnisation complémentaire légale par l'employeur</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sans délai de carence</li> <li>- Sans condition d'ancienneté (<i>jusqu'au 31 octobre 2020</i>)</li> </ul>
<p><b><u>Du 12 mars au 30 avril 2020</u></b></p>	<p><b>Indemnisation complémentaire de l'employeur plus favorable</b> que celle prévue par le code du travail</p> <p><i>(le montant de l'indemnité complémentaire versée par l'employeur devant être égal à 90% de la rémunération brute que le salarié aurait perçu s'il avait continué à travailler)</i></p>
<p><b><u>A compter du 1<sup>er</sup> mai 2020</u></b></p>	<p>Basculement des arrêts dérogatoires <b>en activité partielle</b> pour toute :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Personne vulnérable</li> <li>- Personne vivant au domicile d'une personne vulnérable</li> <li>- Garde d'enfants (<i>jusqu'au 10 juillet 2020</i>)</li> </ul>
<p><b><u>A compter du 11 octobre 2020</u></b> <i>(pour les salariés « cas contact »)</i></p>	<p><b>Application des délais de carence habituels</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 jours pour IJ de la MSA</li> <li>- 7 jours pour indemnisation AGRICA (si ouvriers/employés) ou employeur (si TAM)</li> </ul> <p>= traitement comme un arrêt maladie habituel</p> <p><i>(Pour rappel : il n'y a pas de délai de carence côté employeur pour les salariés CADRES en cas de maladie)</i></p>

**Pour toute question, contacter le SVP social**  
**tel : 04 72 53 01 85**  
**mail : [svp.social@unep-fr.org](mailto:svp.social@unep-fr.org)**

Conformément au code sur la propriété intellectuelle, toute reproduction ou transmission de cette fiche est strictement interdite, sauf accord formel de l'Unep



**Transfert et reproduction strictement interdits**